



HAL
open science

Contrepoint

Sophie Nicklaus, Eric O. Verger

► **To cite this version:**

Sophie Nicklaus, Eric O. Verger. Contrepoint. Reterritorialisation de l'alimentation : quelles contributions à la durabilité des systèmes alimentaires?, Institut National de la Recherche Agronomique, Nov 2019, Paris, France. hal-02942164

HAL Id: hal-02942164

<https://hal.inrae.fr/hal-02942164>

Submitted on 17 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Compte-rendu

Colloque Reterritorialisation de l'alimentation

Paris, le 28/11/2019

Le colloque « Reterritorialisation de l'alimentation : quelle contribution à la durabilité des systèmes alimentaires ? » a été organisé par l'INRA (à présent INRAE) et le Réseau Mixte Technologique Alimentation Locale, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et l'alimentation, le Ministère de la transition écologique et solidaire, le Commissariat général à l'égalité des territoires, la Caisse des dépôts et consignations et le GDR Policy Analytics.

Ce compte-rendu a été rédigé avec la contribution des 8 étudiants du groupe Système Alimentaire Territorialisé d'Agrocampus Ouest Angers : Tiphaine Chambreuil, Anne-Charlotte Gabagnou, Matthieu Kleber, Mathilde Louault, Fanny Maciel, Mathilde Marsault et Pauline Ragot. Merci à eux pour le travail réalisé et aux intervenants de s'être prêtés au jeu d'une relecture bienveillante.

Reterritorialisation et Durabilité des systèmes alimentaires, tels sont les maître-mots de ce colloque organisé par l'INRA le 28 novembre 2019, à Paris. Les enjeux sont multiples : la reconexion entre producteurs et consommateurs, la valorisation de la production locale ou bien encore la préservation des terres agricoles. La reterritorialisation retisse les liens entre les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs autour de l'alimentation du territoire : en quoi et à quelles conditions cette dynamique fait-elle émerger des modèles opérationnels et durables ?

Lors de cette journée, plus de 200 participants, agents de développement agricole et rural, acteurs institutionnels et économiques, représentants d'associations et chercheurs ont débattu autour de ces enjeux. Cette pluralité de participants reflète la nécessité d'une diversité de savoirs et de compétences afin de mettre en place des projets cohérents qui répondent aux enjeux des territoires.

INRAE

RMT
Alimentation Locale

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 3 |
| LES GRANDS ENJEUX ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DE LA RETERRITORIALISATION DE L'ALIMENTATION | 4 |
| ENQUÊTE NATIONALE | 5 |
| VERS UN OBSERVATOIRE NATIONAL DES INITIATIVES | 6 |
| CONTREPOINT | 7 |
| DISCUSSION | 8 |
| L'EXEMPLE DES FILIERES CEREALES TERRITORIALISEES : DIVERSIFICATION DU CHAMP A L'ASSIETTE ET DURABILITE | 9 |
| UNE APPROCHE MULTI-CRITÈRES ET PARTICIPATIVE DE LA DURABILITÉ DES FILIÈRES CÉRÉALES/LÉGUMINEUSES TERRITORIALISÉES | 9 |
| PREMIERS RÉSULTATS D'ACV ALIMENTAIRES PAIN/PÂTES FERMILIÈRES ET ARTISANALES | |
| ET MISE EN PERSPECTIVE AVEC D'AUTRES FILIÈRES COURTES ET LONGUES | 10 |
| DISCUSSION | 10 |
| DIVERSITE ET PERFORMANCES DES CIRCUITS DE PROXIMITE | 11 |
| DES SOLUTIONS LOGISTIQUES POUR DEVELOPPER L'ALIMENTATION DE PROXIMITÉ | 11 |
| NOUVEAUX ENJEUX AUTOUR DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS « LOCAUX » | 12 |
| LE RÔLE DES CIRCUITS COURTS DANS LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE DES EXPLOITATIONS | 12 |
| INSERTION DES ÉLEVAGES DANS LES TERRITOIRES : ENTRE INNOVATION TECHNIQUE ET PROJET DE TERRITOIRE | 12 |
| DISCUSSION | 14 |
| APPROVISIONNEMENT DES VILLES, ENTRE AUTONOMIE ET RESILIENCE | 15 |
| COMMENT ESTIMER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE D'UN TERRITOIRE ? | 15 |
| COEXISTENCE DES CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENT ET RÉSILIENCE ALIMENTAIRE, LE CAS DE MONTPELLIER | 15 |
| L'AGRICULTURE URBAINE CONTRIBUTRICE DE L'ALIMENTATION DES MÉTROPOLES ? | 16 |
| GÉRER AUTREMENT LE FONCIER AGRICOLE : INNOVATIONS | 16 |
| ET ENJEUX POUR LA DURABILITÉ | 16 |
| DISCUSSION | 17 |
| NOUVEAUX ENVIRONNEMENTS ALIMENTAIRES ET CHANGEMENTS DES PRATIQUES DE CONSOMMATION | 18 |
| NOUVELLES INTERFACES ENTRE SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DIÈTES, ET CHANGEMENTS DES PRATIQUES ALIMENTAIRES | 18 |
| QUEL RÔLE DU PAYSAGE ALIMENTAIRE SUR LA DURABILITÉ | 19 |
| DES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES ? | 19 |
| LES JARDINS PARTAGÉS : UN ESPACE DE RECONFIGURATION | 19 |
| DES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES ? | 19 |
| LA CONSOMMATION EN CIRCUITS COURTS, | 19 |
| PRATIQUES ÉMERGENTES ET RISQUES ASSOCIÉS | 19 |
| DISCUSSION | 20 |
| CONCLUSION | 21 |
| PERSPECTIVES | 23 |



Ce compte rendu vous permet d'accéder directement aux vidéos du colloque et aux présentations des intervenants. Envie d'en savoir plus : cliquez !



Introduction



Philippe MAUGUIN, Président directeur général de l'INRAE

Monique AXELOS, Directrice Scientifique Alimentation et Bioéconomie, INRAE

La reterritorialisation de l'alimentation est un sujet qui gagne en importance, le nombre de participants à ce colloque, aussi bien dans la salle qu'en streaming en témoigne. La rencontre d'aujourd'hui va nous permettre de partager une première vue d'ensemble de ce phénomène foisonnant, à travers les résultats d'une grande enquête coordonnée par l'INRAE en 2018-2019 en collaboration avec la Direction générale de l'alimentation du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

La reterritorialisation, toutefois, n'est pas une fin en soi : ce qui se joue, à travers les initiatives associées, c'est la transition des systèmes alimentaires vers des systèmes plus sains et plus durables. Qu'en est-il ? En quoi, de quoi cette dynamique est-elle porteuse ? Ne peut-elle pas, aussi, parfois, être contre-productive ?

Le numéro spécial que nous avons co-édité avec la revue Village propose à la fois un tour d'horizon et quelques éléments de réponse. Cette journée est l'occasion de poursuivre l'analyse et les échanges. Sur ce sujet, transversal, il y a besoin de partager nos recherches dans différents domaines, du sol à l'assiette. Plus d'une trentaine de chercheurs sont réunis aujourd'hui et leurs travaux seront mis en perspective par des acteurs de terrain. Sur ce sujet encore récent, il y a également besoin d'identifier ce que l'on ne connaît pas, de soulever des controverses, de dégager des pistes de recherche et des pistes de travail avec les acteurs. Cette rencontre est donc aussi une étape, dans la construction de nos partenariats autour de l'alimentation.



LES GRANDS ENJEUX ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DE LA RETERRITORIALISATION DE L'ALIMENTATION



Carl GAGNÉ, INRA, UMR Smart-Lereco



Du néolithique, avec l'âge d'or des circuits de proximité et la naissance des villes, jusqu'à aujourd'hui, en passant par la révolution industrielle, la concentration de la demande alimentaire n'a cessé d'augmenter parallèlement à la dispersion de l'offre. Des enjeux de sécurité alimentaire pèsent à présent sur les villes en croissance, où l'étalement urbain entraîne une forte baisse de la surface agricole. Cet étalement urbain met ainsi en concurrence les bassins de production qui l'alimentent.

Le changement des pratiques alimentaires et de consommation amplifie ce phénomène, avec des produits parcourant des distances de plus en plus importantes.

La volonté actuelle de reterritorialiser les systèmes alimentaires pose la question de l'existence d'un modèle généralisable à l'échelle d'un pays. Selon Carl Gagné, deux facteurs y sont très favorables : les collectivités locales et les consommateurs. Les premières y voient une opportunité de décentralisation des politiques alimentaires et agricoles, et par là une gestion plus consciente de la restauration collective. Les seconds sont favorables à une agriculture plus locale et sont en demande de valorisation des produits locaux, d'informations et de traçabilité.

Malgré l'engouement que suscite la reterritorialisation de l'alimentation, son bilan écologique et énergétique doit être interrogé. En effet, la logistique, notamment au niveau du transport des produits, n'est pas toujours optimisée. Il est alors important de veiller à une organisation optimale de la distribution des produits pour limiter les effets de l'acheminement des produits jusqu'à leur lieu de consommation.

Au vu de ces limites, ce sont les grandes collectivités locales qui ont davantage à travailler sur la diversification de leurs sources d'approvisionnement (à une échelle locale ou globale). Des facteurs favorables à la régionalisation de l'alimentation peuvent être relevés avec des enjeux à travailler tel que la restauration collective, la politique de l'eau, les politiques de santé publique ou encore le bien-être animal. Cependant les collectivités locales ont-elles les capacités de mettre en place des filières locales ? Quelles régulations imposer aux marchés agricoles ? Des travaux de recherche pourraient, à l'avenir, apporter des éléments de réponse.

ENQUÊTE NATIONALE



Depuis quelques années, une multitude d'initiatives foisonnent en France autour de la reterritorialisation de l'alimentation.

Peut-on y voir plus clair ? Quels en sont les impacts ?

Pendant plus d'un an, une enquête nationale de grande envergure a été menée, et voici ce qu'il en ressort.

OBJECTIFS ET MÉTHODES

Yuna CHIFFOLEAU (INRAE, UMR Innovation)



Cette grande enquête avait pour objectif de réaliser un état des lieux des initiatives contribuant à la reterritorialisation de l'alimentation, d'identifier des grandes tendances et de produire des chiffres sur les dynamiques en cours. Il s'agissait également d'identifier, avec les interviewés et à travers le recueil de données, les contributions et les limites de ces initiatives du point de vue de la durabilité.

L'enquête s'est appuyée sur la réalisation d'entretiens, la participation à des réunions, le recueil de données chiffrées, le recensement des thèses en cours et l'animation de débats avec des professionnels et des citoyens.

Au total 172 entretiens ont été menés auprès d'une diversité d'organismes nationaux, régionaux, départementaux liés aux politiques publiques, d'acteurs du développement agricole et rural, d'entreprises, de réseaux associatifs... Cette diversité de répondants témoigne d'un intérêt massif pour le sujet. Parallèlement, la collecte de données secondaires (rapports, études, sites Internet, annuaires...) a permis de structurer une très importante base de données recensant différents types d'initiatives associés à la reterritorialisation de l'alimentation.

TENDANCES ET DÉBATS AUTOUR DE LA RETERRITORIALISATION DE L'ALIMENTATION

Yuna CHIFFOLEAU (INRAE, UMR Innovation) et Gilles MARÉCHAL (Terralim, UMR ESO)
Avec les contributions de Constance DE ALEXANDRIS (Ecoceaty), Sarah LACHENAL (INRAE, UMR Innovation), Charlène NICOLAY (Terralim) et Julien Noël (Terralim)

La reterritorialisation de l'alimentation se manifeste à travers deux grandes approches : consommer local, dans le cadre de circuits de proximité ou de la restauration collective, et consommer localisé, en reconnectant l'aliment à son territoire d'origine via des marques ou des applications. Ces deux approches ne s'opposent pas et certains acteurs ou territoires s'inscrivent dans les deux.

Cette reterritorialisation s'ancre, pour la plupart des interviewés, dans un besoin de réassurance de la part du consommateur et de récupération de la valeur ajoutée par les producteurs, mais aussi, pour certains, dans un souci de réduire les dépendances du territoire vis-à-vis de l'extérieur.

Plus précisément, l'enquête a permis d'identifier 5 grandes tendances dans ce mouvement : circuits courts et/ou de proximité, approvisionnement local, filières locales, agricultures urbaines, périurbaines et préservation du foncier périurbain, marques territoriales et applications.

Bien que multiple et hétérogène, ce mouvement est pour beaucoup des interviewés, une « lame de fond », souvent associée à des impacts positifs dans plusieurs domaines : social (identité des territoires et potentiel pédagogique), économique (captation de la valeur ajoutée par les agriculteurs, emplois locaux), environnement (changement des pratiques culturales et connexion avec le zéro déchet), nutrition (valorisation des produits frais et de saison) et éthique (répartition plus juste de la valeur). Pour beaucoup d'interviewés, la reterritorialisation constitue plus largement un levier pour la transition agroécologique et alimentaire, ainsi que pour la mise en cohérence de différents programmes dans les collectivités.

Les risques et limites de ce mouvement se révèlent toutefois nombreux et constituent autant de pistes potentielles de recherche et de travail avec les acteurs. Il s'agirait, par exemple, d'approfondir les enjeux et les modalités d'une définition de l'alimentation locale, objet de nouveaux opportunités, sans pour autant la réduire à un périmètre géographique identique pour tous ni la limiter à une notion spatiale. L'enquête a également permis de soulever des problématiques telles que le besoin de données chiffrées sur l'existant, la nécessité de produire des références pour améliorer la performance de ces systèmes de proximité ou bien encore de mieux réguler la coexistence entre différents modèles à l'échelle des territoires.

VERS UN OBSERVATOIRE NATIONAL DES INITIATIVES

Grégori AKERMANN (INRAE, UMR Innovation)

L'approche quantitative de la reterritorialisation de l'alimentation a consisté à recenser toutes les initiatives, tous les outils et les dispositifs favorisant la reterritorialisation de l'alimentation en France. Au total, 60 catégories d'initiatives regroupées en 6 grandes catégories ont été étudiées (1- Identifiants territoriaux ; 2- Chaînes alimentaires courtes de proximité à destination du consommateur ; 3- Agriculture urbaine et élevage urbain ; 4- Politiques alimentaires locales et dispositifs de gouvernance ; 5- Approvisionnement local ; 6- Equipements, outils collectifs et services).



Recenser l'existant s'est avéré difficile, notamment compte tenu du peu de sources fiables et complètes. Néanmoins, une première base de données a été constituée et a permis de produire des analyses et des représentations cartographiques pour une 20aine de types (Amap, marchés de plein vent, marchés de producteurs, magasins de producteurs, abattoirs, moulins, marques territoriales...).

Les premières analyses montrent des dynamiques de diffusion très différentes selon les types d'initiatives concernés, selon les périodes et selon les caractéristiques des territoires (type d'agriculture, niveau d'urbanisation...).

L'objectif est de poursuivre ce travail de recensement dans le cadre d'un observatoire participatif dont le développement pourrait être appuyé par différentes institutions et acteur du numérique libre. Un groupe de travail sera mis en place dans le cadre du RMT Alimentation locale pour avancer en ce sens.

Sophie NICKLAUS (INRAE, CSGA) et Eric VERGER (IRD, UMR Nutripass)



Une question se pose : de nouvelles inégalités sont-elles en train de se créer avec le renouveau de l'alimentation de proximité? A l'heure où 11% de la population française est en insécurité alimentaire, l'incertitude sur l'évolution des prix des produits locaux pose problème.

En effet, si le coût des transports augmente, les produits locaux pourraient être favorisés, mais quid de l'augmentation du prix du foncier agricole? Quelle influence aura-t-il sur le prix des produits locaux et l'approvisionnement local des populations?

On peut aussi analyser la reterritorialisation de l'alimentation sous l'angle de la « demande » et analyser les services rendus du côté des consommateurs.

De fait, une agriculture « locale et durable » semble parée de toutes les vertus aux yeux des consommateurs. On peut s'interroger cependant si les produits agricoles locaux présentent les mêmes qualités que des produits industriels. Les qualités de produits issus des circuits locaux sont difficiles à évaluer face à celles des produits industriels, qui sont extrêmement contrôlés. Ainsi, un vrai travail de vérification de la qualité, qui n'est pas forcément liée à l'origine du produit, est à mener au sein des circuits courts et de proximité. Concernant la qualité symbolique, qui est un élément fondamental du choix de l'ingestion d'un aliment (souvenons-nous de ce que disait Claude Lévi-Strauss, "Il ne suffit pas qu'un aliment soit bon à manger, encore faut-il qu'il soit bon à penser" Claude Lévi-Strauss, cité par S. Nicklaus.), il semble évident que pour un segment de consommateurs, l'agriculture locale (et bio), est empreinte d'une valeur symbolique élevée. L'engouement pour ce type de productions semble bien marqué et tendanciel. Avant « on allait à la messe », maintenant « on va à l'AMAP ». On perçoit aussi l'importance de cet acte d'achat dans l'élaboration de réseaux de socialisation ; et un aliment « local et durable » et non seulement « bon à penser » mais aussi « bon à partager ». Concernant la qualité nutritionnelle, il existe étonnamment assez peu d'évaluations comparatives du contenu nutritionnel d'aliments bio vs. conventionnels. Certes, les résidus de pesticides sont moins présents dans le bio que dans les produits conventionnels ; mais du strict point de vue nutritionnel, des méta-analyses ne montrent que très peu de différences en termes de macro- et micronutriments. Concernant la qualité sanitaire, elle peut même être défavorable dans les produits locaux, car les compétences nécessaires à la maîtrise de la chaîne sanitaire ne sont pas forcément présentes dans des petites unités de production artisanale. De même, l'efficacité énergétique de petites productions peut être moindre que celles de productions de plus gros volumes. Enfin, la qualité sensorielle des produits « locaux / fermiers » n'est pas forcément aux goûts de tous les consommateurs, dont les préférences peuvent être forgées par les goûts standardisés des produits de l'industrie. Le poulet fermier, parfois plus ferme qu'un poulet PAC, peut surprendre des consommateurs novices. Il convient donc de ne pas idéaliser les qualités des produits « reterritorialisés », et d'examiner les opportunités qui pourraient se présenter de « montée en compétence » afin de mieux valoriser les qualités de ces produits.

DISCUSSION

François MAUVAIS (DRIAFF Ile de France)

Il est capital de prendre en compte les volumes et flux d'exportation du territoire français vers la région concernée, ici l'Ile de France, avant de considérer la relocalisation de la production alimentaire. Pour illustrer ce propos, M. Mauvais rappelle que l'Ile de France a 1,5% d'autonomie alimentaire. Et ce ne sont pas les volumes produits par l'agriculture urbaine qui vont nourrir 12 millions d'habitants! On peut alors se demander quelles sont les contraintes pédo-agronomiques dans cette zone. De la même manière, si l'on souhaite reterritorialiser l'alimentation, encore faudrait-il suffisamment d'agriculteurs dans quelques années.

Éléments de discussion avec la salle



Quelle définition pour les circuits courts ? Les circuits courts sont souvent associés à des circuits de proximité avec des acteurs comme les marchés de plein vent, mais pourquoi ne pas intégrer d'autres acteurs importants de la distribution comme les GMS lorsque l'on sait qu'ils restent aujourd'hui les premières sources d'approvisionnement pour les consommateurs ?

La définition officielle des circuits courts en France n'intègre pas la distance géographique et n'exclut aucun acteur. Les GMS sont d'ailleurs incluses dans l'étude.

En Grande-Bretagne, on parle de circuits courts à longue distance pour le "fair trade", a-t-on eu un questionnement en France sur l'intégration de ce type de circuits?

La question du fair trade est intéressante mais constitue un autre débat, davantage centré sur le producteur et ses méthodes de production que sur le territoire où a lieu la production.

La question des sols a-t-elle été abordée par les répondants ?

Non, très peu, alors que c'est le premier maillon de la chaîne alimentaire. Cette question sera abordée dans les sessions de l'après-midi.

L'exemple des filières céréales territorialisées : Diversification du champ à l'assiette et durabilité



L'exemple des filières céréales permet de mettre en avant les initiatives collectives qui se développent avec la reterritorialisation et contribuent à diversifier les systèmes alimentaires. Celles-ci ont été étudiées sous plusieurs angles, notamment celui de l'ACV (Analyse du Cycle de Vie).

UNE APPROCHE MULTI-CRITÈRES ET PARTICIPATIVE DE LA DURABILITÉ DES FILIÈRES CÉRÉALES / LÉGUMINEUSES TERRITORIALISÉES

Myriam KESSARI (CIHEAM-IAMM, UMR Moisa) et Dominique DESCLAUX (INRAE, UMR Diascope) avec les contributions de Delphine SICARD (INRAE, UMR SPO), Johanne ROD (UMR Moisa) et Yuna CHIFFOLEAU (INRAE, UMR Innovation)

Les filières blés territorialisées sont des exemples intéressants de la diversité qu'apporte la reterritorialisation de l'alimentation. Depuis 20 ans, des initiatives locales se développent, portées au départ par des producteurs en agroécologie à la recherche de variétés plus adaptées. Aujourd'hui, la dynamique se structure à travers la reconnaissance de nouveaux métiers tels que les paysans boulangers ou paysans meuniers et la mise en place de formes collectives.



La reterritorialisation dévoile une diversité de pratiques, qui concerne aussi bien les rotations ou associations de cultures au champ, que le matériel biologique utilisé, les matières premières récoltées, les moulins utilisés ou les levains valorisés. Les différentes formes collectives ont pour effet de former des réseaux, de mutualiser des échanges de savoir-faire et d'outils et de créer un lien entre producteurs et consommateurs. Ces filières collectives induisent aussi une réappropriation des choix économiques.

PREMIERS RÉSULTATS D'ACV ALIMENTAIRES PAIN/PÂTES FERMIFIÈRES ET ARTISANALES ET MISE EN PERSPECTIVE AVEC D'AUTRES FILIÈRES COURTES ET LONGUES

Eléonore LOISEAU (INRAE, UMR Itap) avec la participation de Hugo LUZI (UMR Itap)

Appliquée à quelques cas de paysans-boulangers, l'ACV montre des résultats contrastés selon les indicateurs considérés soulignant ainsi la grande variabilité des pratiques dans ce type de filière. Les principaux « points chauds » sont les étapes de production au champ (utilisation de fertilisants organiques), de cuisson au feu de bois (émissions de particules fines) et de distribution selon les distances parcourues, les quantités transportées, ou le type de véhicules utilisés.

Le cas de ces filières amène à revoir le champ et les objectifs des ACVs. Classiquement, les impacts sont ramenés au kilo de produit (unité fonctionnelle, UF) or d'autres services sont rendus par les filières locales de pain comme leur qualité nutritionnelle, leur contribution à l'emploi, au revenu des agriculteurs, etc. Les travaux sont à poursuivre pour aller dans cette direction, et revoir la définition des UFs en ACV.



DISCUSSION

Kristel MOINET (BioCIVAM de l'Aude)

« La reterritorialisation c'est donner du sens ». Reconnecter les êtres humains avec leur alimentation, mais surtout avec leur territoire. C'est le concept qui se cache derrière ce mot barbare : "reterritorialisation". Il s'agit donc ici de recréer des unités à taille humaine et des lieux de rencontre ainsi que de réorganiser les relations entre les acteurs. Par exemple, certains acteurs ne sont pas encore assez présents, comme par exemple les artisans commerçants alimentaires et les Chambre des métiers.

Éléments de discussion avec la salle

Les filières blés montrent qu'on peut se réappropriier les connaissances et compétences nécessaires, les technologies adaptées ou encore les choix économiques, en orientant les produits vers des filières rémunératrices. Alors, s'il est vrai que « le caddie pousse le tracteur », faisons en sorte qu'il se remplisse de produits agricoles de valeur.

Diversité et performances des circuits de proximité



Les circuits de proximité concernent aujourd'hui toutes les filières agricoles mais sous des formes diverses, dont les performances commencent à être mieux connues mais doivent encore être améliorées.

DES SOLUTIONS LOGISTIQUES POUR DEVELOPPER L'ALIMENTATION DE PROXIMITÉ

Gwenaëlle RATON (IFFSTAR), Amélie GONCALVES (INRAE, UMR Agir) et Frédéric WALLET (INRAE, UMR Sadapt)

La logistique est l'ensemble des opérations nécessaires au transfert de flux depuis le lieu de production jusqu'au lieu de consommation. Ces flux peuvent être de nature différente (physiques, financiers, informationnels).

L'optimisation de la logistique est un axe stratégique pour:

- les exploitations en circuits courts agriculteurs, en raison des coûts et du temps nécessaire aux opérations logistiques, de la complexité de gestion des petits volumes et de l'inexpérience des agriculteurs en la matière.
- les territoires, en raison d'un bilan environnemental contrasté pour le transport des produits, de la volonté de limiter la congestion des réseaux routiers et des potentielles collaborations que peut engendrer sur un territoire le développement de solutions logistiques pour les circuits courts.

A l'heure actuelle, la logistique est stratégique mais peu étudiée. En effet, ce sont surtout les transports qui sont étudiés mais sous l'angle du transport de voyageurs, et non de celle du transport de marchandises. Elle est également peu considérée par les logisticiens des chaînes longues car jugée par eux à faible enjeu et par certains acteurs des CACP (chaînes alimentaires courtes de proximité) qui la considèrent comme inhérente au métier dans ce type de circuits. Néanmoins, de plus en plus de travaux émergent et mettent en évidence la spécificité de la logistique des circuits courts, qui peut être un vecteur de durabilité. Dans le même temps, des innovations sous forme de nouveaux services et outils pour la logistique des CACP se développent.

Portées par des acteurs du monde agricole mais aussi de nouveaux acteurs comme par exemple des start-ups, ces solutions logistiques, le plus souvent collaboratives, constituent un vrai potentiel pour la reterritorialisation de l'alimentation. Mais elles ne pourront exprimer pleinement leurs effets que si les actions locales en la matière se couplent à des changements plus globaux tels que l'accroissement de la consommation de produits en circuits courts et l'évolution de la réglementation du transport de marchandises.

NOUVEAUX ENJEUX AUTOUR DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS « LOCAUX »

Catherine BONAZZI (INRAE, UMR Genial), Caroline PÉNICAUD (INRAE, UMR Genial), Gwenola YANNOU-LE BRIS (Agroparistech, UMR GMPA) et Marianne CERF (INRAE, UMR Lisis)

La transformation est à l'interface entre la diversité des matières premières et la diversité des demandes des consommateurs. Elle fait face à de nombreux défis au centre desquels se trouvent les besoins d'innovations technologiques et organisationnelles au sein des filières. Si les innovations technologiques occupent une place de plus en plus importante dans les filières de transformation, dans quelle mesure cela est-il compatible avec le déploiement de filières de transformation à petite échelle dans les territoires ?



LE RÔLE DES CIRCUITS COURTS DANS LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE DES EXPLOITATIONS

Sarah MILLET-AMRANI (INRAE/ADEME, UMR Innovation)

La thèse montre que la commercialisation de produits agricoles en circuits courts contribue à l'écologisation des pratiques agricoles.

60% des producteurs interrogés (sur plus de 100 enquêtés) ayant choisi la vente directe admettent avoir effectué des changements dans leurs pratiques culturales. C'est l'allègement des contraintes, la diminution de la vulnérabilité des exploitations (surfaces des exploitations souvent réduites, productions diversifiées...) et la meilleure performance sociale des circuits courts qui permettent d'aboutir à ce résultat.

Le changement des pratiques agricoles est un enjeu prédominant dans le contexte environnemental actuel. Le développement des circuits de proximité pourrait-il en être le moteur ?

INSERTION DES ÉLEVAGES DANS LES TERRITOIRES : ENTRE INNOVATION TECHNIQUE ET PROJET DE TERRITOIRE

Marc MORAIN (INRAE, UMR Innovation), Marie-Odile NOZIÈRES (INRA, UMR Selmet) et Céline SCHOTT (INRAE, Aster)

La reterritorialisation de l'élevage répond à des enjeux majeurs de durabilité des territoires. Il s'agit de recréer des complémentarités entre productions animales et végétales, historiquement présentes notamment dans les ceintures maraîchères et laitières autour des villes mais également en zone rurale.

L'élevage peut ainsi être un levier pour le bouclage des cycles des nutriments, et la valorisation des services des écosystèmes. Compte tenu du niveau de spécialisation actuelle des exploitations, et pour favoriser une diversité de combinaisons entre animal et végétal, des coordinations entre exploitations peuvent être développées à l'échelle des territoires. Cela apparaît néanmoins complexe et nécessite de gérer les modalités d'insertion des élevages dans les territoires.

Dans l'élevage agro-pastoral du Sud-Est de la France, les systèmes d'élevage sont divers en termes d'espèces, de races animales, de type d'espaces utilisés et souvent combinés, et de diversité de produits : lait, fromage, laine, viande...avec ou sans label de qualité ou d'origine. Les circuits courts sont largement utilisés par les éleveurs agro-pastoraux, souvent en combinaison avec des circuits longs, ce qui permet d'associer les avantages et limiter les inconvénients des différents types de circuits, pour contribuer à gérer l'hétérogénéité / la diversité des produits. Les relations qu'entretiennent ces systèmes d'élevage avec le territoire restent fragiles, alors même que ces systèmes sont vertueux du point de vue environnemental et pertinents du point de vue de leur contribution au système alimentaire local. Les facteurs sont multiples au nombre desquels la charge de travail, accrue dans des circuits plus courts, qui peut pénaliser leur capacité à valoriser la ressource pastorale, ou la fragilisation des outils de la filière (abattage et transformation) peut se répercuter sur les systèmes de production.

Dans les Vosges, une tendance à la re-diversification des élevages s'observe par le développement des ateliers porcins sur les exploitations d'élevage.

Elle répond à une demande d'approvisionnement local en viande porcine, et à une nécessité de diversification de la production très spécialisée en bovins. Malgré la demande, les ateliers porcins font face à des verrous dus au manque d'infrastructure d'abattage et transformation et à des contraintes réglementaires. Pourtant, la diversification en porc présente des atouts de complémentarité forte avec l'atelier lait, et différents acteurs du territoire se mobilisent pour remonter des filières de l'abattage à la vente au consommateur.

Renforcer l'insertion des élevages dans les territoires présente donc un potentiel fort tant sur les enjeux de durabilité des systèmes de production que sur les attentes des consommateurs et des acteurs des territoires, mais se heurte à de nombreux freins.



DISCUSSION

Anne DEMONCEAUX (APCA) et Nathalie CORADE (Bordeaux Sciences Agro)



La reterritorialisation de l'alimentation et le développement des circuits alimentaires de proximité questionne les modes d'organisation des producteurs, en particulier l'organisation du travail des producteurs qui vendent dans ces circuits. Des complémentarités et des partenariats sont à (re)créer pour que les acteurs de l'amont ne « désertent » pas totalement des zones où les circuits courts prennent de l'importance. Ceci est particulièrement vrai pour l'élevage, où le développement des circuits courts ne peut se faire sans outils territoriaux comme les abattoirs. Il est nécessaire de s'interroger : des

outils comme les abattoirs ne peuvent-ils exister qu'en compagnie de filières plus longues ou en étant dépendant de subvention ? Il existe, en effet, de nombreux exemples d'initiatives d'atelier d'abattage/découpe qui ont périclité faute d'une personne pivot pour porter le projet. Anne Demonceaux rappelle que les Chambres d'Agriculture sont présentes, tant que possible, pour soutenir ces initiatives. Elle souligne également qu'il est nécessaire d'être vigilant sur le respect de la philosophie des circuits courts par les acteurs intermédiaires qui peuvent s'y insérer, notamment en ce qui concerne la juste rémunération des producteurs engagés dans ces circuits.

On note par ailleurs une inadéquation de la réglementation avec les volontés sociétales et politiques en matière d'alimentation locale. La législation concernant l'agriculture est en effet souvent décalée des pratiques observées dans les circuits courts et plus adaptée aux acteurs « dominants ». Les nouveaux textes, comme la loi EGalim, manque encore d'adéquation avec les besoins réels des acteurs.

Plus généralement, les interventions proposées questionnent la cohérence globale de la reterritorialisation de l'alimentation. Une vision systémique du système alimentaire est nécessaire pour ne pas omettre la reterritorialisation de fonctions amont et également être en adéquation avec les attentes du consommateur.

Nathalie Corade propose une synthèse des échanges de la session où de nombreuses questions ont été abordées, avec, en filigrane, l'idée de multidimensionnalité des performances des circuits courts et de proximité.

La question de la performance, abordée dans cette session, est subtile. On peut se demander ce qui fait performance mais également quelles sont les conditions qui permettent cette performance ? A ce sujet, Nathalie Corade évoque le programme PerfeCTo qu'elle coordonne et qui interroge sur ce qui fait performance dans les circuits courts. Dans ce programme, la crainte des acteurs de circuits courts de dissonance entre la performance et leurs valeurs est ressortie ? Cette crainte a également été soulignée par Anne Demonceaux qui a pointé que sur certains sujets la performance recherchée par les acteurs est plus sociale que temporelle ou logistique. Il apparaît donc parfois complexe de mobiliser sur certains sujets comme la logistique où les agriculteurs craignent que leurs valeurs ne soient pas respectées. Sur le terrain, de nombreuses initiatives développent ainsi des solutions mais un vrai levier semble plutôt être de prendre le temps de la concertation à l'échelle territoriale.

Si certains territoires semblent favoriser les circuits courts de proximité, on observe également de belles réussites sur des territoires a priori hostiles pour ce types d'initiatives. Nathalie Corade s'interroge donc pour conclure : "La réussite dépend peut-être de la capacité à innover et à vouloir le changement ?"

Approvisionnement des villes, entre autonomie et résilience



La reterritorialisation de l'alimentation est un phénomène porté notamment par les grandes villes. Plusieurs résultats d'études sont présentés ici et exposent les limites et perspectives de systèmes alimentaires urbano-centrés.

COMMENT ESTIMER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE D'UN TERRITOIRE ?

Caroline PETIT (INRAE, UMR Sadapt)

Cette présentation fait part d'une méthodologie de travail basée sur une approche de l'autonomie alimentaire par la notion de Foodshed ou bassin alimentaire. On peut définir un bassin alimentaire comme la région géographique produisant de la nourriture pour une population particulière.

Trois grandes orientations sont identifiées pour étudier les bassins alimentaires : l'évaluation du potentiel de couverture des besoins, l'analyse des lieux de production et de l'organisation du bassin, et enfin l'analyse de l'empreinte alimentaire.



Plusieurs options méthodologies existent actuellement qui mobilisent différentes unités comptables et articulent des bases de données variées. Cette intervention rappelle ensuite qu'afin de définir un territoire et son besoin alimentaire il est nécessaire de caractériser sa population et sa dynamique de migration pour le travail. L'intervention discute enfin l'intérêt et les limites de ces méthodologies pour les acteurs de terrain.

COEXISTENCE DES CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENT ET RÉSILIENCE ALIMENTAIRE, LE CAS DE MONTPELLIER

Anne-Cécile BRIT (INRAE, UMR Innovation), Milo MONNIER (INRAE, UMR Tetis), Maxime LENORMAND (Irstea, UMR Tetis), Florent SAUCÈDE (Montpellier SupAgro), Grégori AKERMANN (INRAE, UMR Innovation) et Yuna CHIFFOLEAU (INRAE, UMR Innovation).

Il s'agit ici des résultats d'une étude pluridisciplinaire basée sur des enquêtes réalisées auprès des commerces, fournisseurs et producteurs contribuant à l'approvisionnement en tomates de Montpellier. Différentes stratégies d'approvisionnement ont été mises en lumière (de proximité, centralisée ou mixte) ainsi que différentes relations entre les acteurs (pérenne, fluctuante, contractualisée ou à coup par coup) et une diversité de positionnements face aux aléas.



Cette enquête montre l'intérêt d'adopter une réflexion systémique dans l'analyse spatialisée des flux alimentaires : si les stratégies individuelles peuvent apparaître résilientes, la dépendance des commerces de ville à un petit nombre de fournisseurs et de lieux d'échange est source de vulnérabilité.

Ce travail est une contribution originale au croisement des recherches sur la résilience de l'approvisionnement des villes et la coexistence dans les systèmes alimentaires, il appelle à poursuivre la réflexion sur le sujet.

L'AGRICULTURE URBAINE CONTRIBUTRICE DE L'ALIMENTATION DES MÉTROPOLES ?

Christine AUBRY (INRAE, UMR Sadapt) et Christophe SCHWARTZ (Université Lorraine, LSE)

Les métropoles jouent un rôle prépondérant dans la mise en place en leur sein d'une agriculture urbaine en aidant à l'achat de terrain, à l'installation de micro-fermes participatives, d'indoor farming ou d'élevage urbain par exemple.

Un recensement des structures et une quantification de la production sont nécessaires même s'il semble qu'aujourd'hui l'agriculture urbaine contribue davantage à l'éducation alimentaire des citoyens qu'à leur autonomie alimentaire. Néanmoins, la question n'est pas tant de relocaliser la production agricole que de relocaliser également les autres composantes des systèmes alimentaires, telles que l'énergie et les ressources en eau.

Alors qu'ils sont le premier maillon de la chaîne alimentaire et le support d'une biodiversité considérable, les sols sont particulièrement pollués en milieu urbain (plomb, zinc...). Ainsi, ils ne sont pas tous aptes à être supports d'agriculture. Même du point de vue des jardiniers amateurs, les intérêts d'une telle pratique peuvent être remis en cause.

GÉRER AUTREMENT LE FONCIER AGRICOLE : INNOVATIONS ET ENJEUX POUR LA DURABILITÉ

Coline PERRIN (INRAE, UMR Innovation) et Brigitte NOUGARÈDES (INRAE, UMR Innovation)

Le blocage du marché foncier est un verrou majeur à la reterritorialisation de l'alimentation. Des initiatives locales sur le foncier agricole foisonnent actuellement. Plusieurs types se distinguent : les supers zonages (ZAP, PPAEN) ; les acquisitions foncières par les collectivités locales, les coopératives ou le mouvement Terres de Lien, bien que la surface soit limitée ; les animations foncières... Artificialisation ou sacralisation, bien commun ou propriété privée, c'est la mise en place d'initiatives locales diversifiées qui fera pencher la balance en faveur ou non de la préservation des terres agricoles. La future plateforme collaborative RÉCOLTE en est un exemple par sa volonté de garantir un accès à l'information et la création d'espaces de travail partagé. L'enjeu du bâti agricole est aussi très important et nécessite donc une gestion socio-spatiale. Ainsi, le projet de recherche-action BatiAlim vise à expérimenter des solutions concrètes pour permettre une gestion durable de ce bâti.

DISCUSSION

Arthur GRIMONPONT (Les Greniers d'Abondance) et Catherine DARROT (AgroCampus Ouest, UMR ESO)

Les vulnérabilités du système alimentaire actuel motivent, au moins en partie, la volonté de reterritorialisation, celles-ci, présentent en filigrane au cours de la journée, n'ont pas été énoncées clairement. Il est donc important de rappeler qu'elles sont nombreuses : contraction de l'offre de pétrole sur laquelle les flux actuels se reposent essentiellement, effets du climat sur les rendements, aridité croissante des sols, effondrement de la biodiversité, déclin de la population agricole, artificialisation et dégradation des sols...

La reterritorialisation répond à plusieurs de ces enjeux mais il existe d'autres voies pour y répondre, c'est ce qu'Arthur Grimonpont cherche à faire avec l'association Les Greniers d'Abondance, dont il est co-fondateur. L'objectif étant de proposer un guide à destination des collectivités mettant en avant les leviers d'actions dont ils disposent pour faire face à ces vulnérabilités.

Catherine Darrot nous rappelle qu'un chemin extraordinaire a été fait, dans le temps de la recherche, en termes de mise à jour de l'urgence des questionnements. La richesse des échanges de la session en témoigne, mettant en avant de nouveaux termes dans les sujets de recherche comme la résilience ou la réversibilité. On notera dans le débat un procès en irréalisme de certaines questions de recherche, terme à souligner car c'est un appel à la vigilance.

« La vigilance, pour nous chercheurs, est de distinguer les questions verrous des programmes politiques (enracinés au réalisme immédiat) » souligne Catherine Darrot. Un appel au réalisme ressort de cette session, ou du moins, une volonté d'ancrage de la recherche dans la factualité du monde actuel. Le rôle de la recherche est bien de capitaliser la connaissance, faut-il encore avoir accès aux données, protégées à coup de secrets statistiques. Aujourd'hui, néanmoins, on peut observer une dynamique de transparence des acteurs. Se pose alors, dans la salle, la question de la possibilité d'utilisation de ces études par les acteurs et leur mise en pratique à différentes échelles (municipale, départementale, régionale...).



Nouveaux environnements alimentaires et changements des pratiques de consommation



Les résultats d'études présentés lors de cette session éclairent à la fois la construction nouveaux environnements alimentaires et leur rôle sur l'évolution des pratiques alimentaires.

NOUVELLES INTERFACES ENTRE SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DIÈTES, ET CHANGEMENTS DES PRATIQUES ALIMENTAIRES

Faustine RÉGNIER (INRAE, ALISS), Alison LOCONTO (INRAE, UMR Lisis) et Yuna CHIFFOLEAU (INRAE, UMR Innovation)

L'environnement alimentaire correspond à l'ensemble des interfaces entre les systèmes alimentaires et les diètes individuelles. La reterritorialisation fait émerger de nouvelles interfaces en lien avec une alimentation locale durable : des interfaces numériques (exemple d'Etiquetable), des interfaces de type système de garantie participatif (exemple de la démarche Ici.C.Local).

Ces interfaces favorisent le changement de pratiques alimentaires en facilitant l'acquisition de connaissances sur les produits et de savoir-faire concernant leur usage, et en redonnant du pouvoir au consommateur. Cependant ces interfaces ne sont pas forcément accessibles à toutes les catégories sociales.



QUEL RÔLE DU PAYSAGE ALIMENTAIRE SUR LA DURABILITÉ DES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES ?

Simon VONTHRON (INRAE, UMR Innovation) et Caroline MÉJEAN (INRAE, UMR Moisa)

Le paysage alimentaire est un déterminant encore peu pris en compte dans l'analyse des comportements alimentaires et de l'état nutritionnel des populations et les études disponibles montrent des résultats contrastés et, jusqu'ici, aucune étude ne s'est intéressée à la durabilité de l'alimentation. Une grande enquête participative, associant épidémiologie nutritionnelle et géographie, a été réalisée à Montpellier pour évaluer les relations entre le paysage alimentaire et la durabilité des comportements d'achat dans ses dimensions nutritionnelle, économique et environnementale.

LES JARDINS PARTAGÉS : UN ESPACE DE RECONFIGURATION DES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES ?

Nicole DARMON (INRAE, UMR Moisa) et Pascale SCHEROMM (INRAE, UMR Innovation)

Cette recherche pose la question de la reconfiguration des pratiques alimentaires et des styles de vie chez les citoyens fréquentant des jardins partagés. Si les motivations au jardinage sont de nature diverse, et dépassent la seule intention de produire, les jardins reconnectent les citoyens avec l'agriculture et apparaissent comme des terrains d'expérimentation de pratiques innovantes comme l'agroécologie. Un des principaux résultats de nos premières études est également que les jardiniers consommeraient plus de fruits et légumes que la moyenne. Cette hypothèse est actuellement traitée dans le cadre d'une thèse, dont l'objectif est d'étudier de manière plus large la durabilité des styles de vie des jardiniers, et notamment leurs pratiques en matière d'approvisionnements alimentaires et d'activité physique.

LA CONSOMMATION EN CIRCUITS COURTS, PRATIQUES ÉMERGENTES ET RISQUES ASSOCIÉS

Grégori AKERMANN (INRAE, UMR Innovation), Benjamin ALLÈS (INRAE, EREN) et Marie-Christine CHAMPOMMIER-VERGÈS (INRAE, Micalis)

L'évolution des pratiques d'approvisionnement alimentaire est suivie au travers de l'étude NutriNet-Santé depuis 10 ans. La mesure des fréquences d'achats par mode d'approvisionnement montre que des modes d'approvisionnement en circuits courts et de proximité semblent se diversifier, avec notamment une plus forte fréquence de recours aux magasins coopératifs qu'à certains circuits plus classiques. La diffusion des pratiques d'achat en circuit court par Internet, l'apparition de circuits favorisant une forte implication des consommateurs et plus largement la diversification des circuits courts pose la question de leur capacité à capter de nouveaux profils de consommateurs, à diffuser de nouveaux modèles de gouvernance ou à faire évoluer les pratiques alimentaires des consommateurs.

Le raccourcissement de la chaîne de diffusion des denrées alimentaire via la prise en charge par les producteurs et/ou les consommateurs de certaines étapes (emballage, logistique, distribution...) questionne également sur les risques microbiens associés. Cette évolution des circuits d'approvisionnement alimentaire fait émerger de nouvelles questions de recherche qui nécessitent de poursuivre et d'engager des collaborations interdisciplinaires.

DISCUSSION

Catherine BERNARD (Fabrique Territoires Santé) et Dominique PATUREL (INRAE, UMR Innovation)

Nous assistons à l'émergence de nouveaux environnements alimentaires qui s'accompagnent d'évolution des pratiques alimentaires. Ces changements ont des impacts notables sur la santé des personnes, leur environnement de vie mais aussi leur lien avec leur consommation qu'ils cherchent à être plus rassurante. Le débat a soulevé l'importance des paysages alimentaires que constituent les points de vente alimentaire. En complément de leur rôle économique, il faut aussi penser à leur accessibilité. Les différents types de commercialisation qui émergent aujourd'hui reconfigurent les liens sociaux.

Pourtant, en prenant du recul et en observant les évolutions à l'échelle des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) par exemple, les variations de ces évolutions suivant les catégories sociales sont moins évidentes. La prise en compte de la thématique de l'alimentation repose la question des rapports entre classes sociales. La démocratie alimentaire, qui croise la question de l'accès à une alimentation durable et de la citoyenneté alimentaire, est souvent oubliée dans les PAT qui se mettent en place en France. La question sociale y reste trop souvent symbolique, ne donnant pas lieu à des actions concrètes.

On retiendra également la capacité des circuits courts en tant qu'objet de recherche à générer des controverses scientifiques et à permettre un rapprochement entre disciplines qui essaient ici de se parler malgré leurs désaccords.

Conclusion



Cédric PRÉVOST, sous-directeur de la politique de l'alimentation de la Direction générale de l'Alimentation (DGAL)

Les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) ont été introduits pour la loi d'avenir sur l'agriculture du 13 octobre 2014, qui a été complétée par la loi EGAlim en fin d'année 2018. Les PAT y sont proposés comme des dispositifs de reterritorialisation de l'alimentation, qui doivent être élaborés de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire et répondant à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en œuvre d'un système alimentaire territorial. Ils participent à la consolidation des filières territorialisées, à la lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaires et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts. Leurs forces sont leur souplesse et le large panel d'acteurs concernés.

Les PAT sont accompagnés par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation à travers 3 mesures :

- l'appel à projets national du PNA, lancé chaque année, qui comporte depuis 2016 un volet spécifique pour soutenir l'émergence de nouveaux PAT (53 projets soutenus) et les appels à projets régionaux ;
- la labellisation des PAT mise en place depuis 2017, qui permet d'identifier et de rendre visible les PAT s'inscrivant dans l'esprit de la loi et de les valoriser auprès des partenaires (27 PAT labellisés) ;
- le réseau national des PAT (RnPAT), co-animé par l'APCA et Terres en villes et co-financé par le FEADER, chargé d'animer et d'accompagner les PAT. Un guide méthodologique a notamment été conçu et diffusé dans ce cadre sur la stratégie de financement des PAT.

L'objectif général est une couverture du territoire national, avec à terme au moins un PAT par département. Le soutien financier de l'État, notamment pour l'animation des PAT en émergence, reste essentiel pour propulser ces projets.

Le dispositif n'a pas vocation à standardiser les PAT mais au contraire, à soutenir leur diversité tout en les amenant au plus près des objectifs fixés par la loi.

Arnaud DAGUIN, porte-parole et vice-président de l'association Pour une Agriculture du Vivant

Lors de ce colloque, une diversité de thèmes notamment cultureux a été balayés mais l'aspect culturel de l'alimentation manque à l'appel. A terme, les enjeux de l'alimentation doivent être pluriels et inclure tous les aspects de l'alimentation. Les deux premiers enjeux sont le stockage du carbone dans le sol et une gestion intelligente de l'eau pour la production agricole mais aussi la consommation humaine. Un troisième enjeu est centré autour de la biodiversité à produire. "A produire" et pas seulement à protéger ou introduire, car elle est le moteur de la fertilité de l'environnement. Quatrièmement, la qualité nutritionnelle des aliments que nous produisons doit devenir une priorité. Enfin, il serait intéressant de considérer un « indice de bonheur intérieur brut à la ferme » pour évaluer et reconsidérer les métiers de l'agriculture. L'ensemble de ces enjeux peuvent permettre d'aller vers plus de résilience et éviter une agriculture à double vitesse.

Joël LABBÉ, sénateur du Morbihan et Stéphane LINOU ancien conseiller général, auteur du livre Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale

Défense, agriculture, sécurité, alimentation, risques, société civile sont des milieux qui se parlent peu. Or tant que l'on n'aborde pas l'alimentation sous la question du risque, notre société ne peut pas être résiliente. En effet, il existe un continuum entre la sécurité des populations et l'accessibilité à l'alimentation. Le couple historique alimentation/ordre public intervient dans les questions logistiques de sécurité lors de rupture des chaînes d'approvisionnement. L'ébriété énergétique nous empêche de voir la dimension sécuritaire de l'alimentation.

Pour intégrer ces notions dans la politique alimentaire nationale, un projet de résolution au Sénat autour de la continuité de la sécurité alimentaire a été porté par Françoise Laborde avec le soutien de Joël Labbé et Stéphane Linou.



M. Labbé le souligne, la politique doit se nourrir du travail scientifique. Dans une période de changements environnementaux majeurs, il n'est pas trop tard pour une "bousculade politique". Comme en urbanisme, il existe des réglementations, il devrait y avoir des obligations en alimentation pour aller vers des systèmes durables. Une souplesse dans les normes pourra permettre aux PAT de s'organiser plus librement et bénéficiera à de nombreux acteurs comme la restauration collective encore très encadrée. Ce cadre politique doit pouvoir accompagner la transition de nos systèmes alimentaires vers la résilience avec joie de vivre.

PERSPECTIVES

Christophe SOULARD, directeur adjoint du département SAD de l'INRAE

La reterritorialisation de l'alimentation est un mouvement fondé sur une myriade d'acteurs et d'initiatives. Dans ce débat mobilisateur, où tout le monde peut se sentir compétent, le "local" et les "territoires" sont des mots clés. Des mots flous mais qui font sens : la proximité (multi-scalaire), le lien social, la coexistence spatiale, font système. Cette complexité est un défi pour l'observation scientifique des systèmes alimentaires territorialisés, car les processus à observer sont pour partie non quantifiables. Cela implique l'interdisciplinarité des approches, la construction participative de bases d'informations et d'innovations, la comparaison entre territoires, la reconstitution fine des chemins de transition, etc. A l'issue de cette journée, plusieurs questions nouvelles sont adressées à la recherche. Quel est le pouvoir transformateur des innovations locales au sein d'un système alimentaire dominé par les GMS ? Comment évaluer leurs contributions positives à la durabilité, de même que les nouveaux risques qu'elles peuvent générer ? Et finalement, est-ce que le mouvement de reterritorialisation alimentaire rend ou non les acteurs et les territoires plus résilients face à l'accélération des changements globaux ?



ORGANISATION DU COLLOQUE RETERRITORIALISATION DE L'ALIMENTATION

Yuna Chiffolleau, Anne-Cécile Brit, Sarah Lachenal et Thibaut Muller.

L'équipe d'organisation tient à remercier chaleureusement les étudiant-e-s du groupe Système Alimentaire Territorialisé d'Agrocampus Ouest Angers (Tiphaine Chambreuil, Anne-Charlotte Gabagnou, Matthieu Kleber, Mathilde Louault, Fanny Maciel, Mathilde Marsault et Pauline Ragot) pour leurs contributions à l'écriture de ce compte rendu.

Nous souhaitons également remercier tous les intervenant-e-s et discutant-e-s de ce colloque ainsi que nos partenaires pour cette journée : La Caisse des dépôts et consignation, le traiteur Baluchon, la librairie des territoires, la Mule du Pape, Jean-Paul Andrieu et la revue Village. Plus d'informations sur nos partenaires dans un article dédié : <https://cutt.ly/nrxteqw>

En savoir plus : www.rmt-alimentation-locale.org

Toutes les vidéos : <https://www.youtube.com/channel/UCY2jAfmymxQxUySOWytHAOw>

Edition : Anne-Cécile Brit (INRAE, UMR Innovation), Yuna Chiffolleau (INRAE, UMR Innovation).

Crédit images : INRAE

Date d'édition : 04/02/2020